

## La politique extérieure de l'URSS après Brejnev

Li Jing-Lie

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701798ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701798ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Jing-Lie, L. (1985). La politique extérieure de l'URSS après Brejnev. *Études internationales*, 16(1), 103–113. <https://doi.org/10.7202/701798ar>

## ESSAI ET DOCUMENT\*

### LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'URSS APRÈS BREJNEV

LI JING-JIE\*\*

Le 10 novembre 1982, Brejnev mourut. Andropov lui succéda. Depuis lors, l'URSS est entrée dans une nouvelle phase de développement. La politique extérieure de l'URSS, superpuissance appliquant une stratégie globale, a des impacts directs sur la paix mondiale et la sécurité des peuples de tous les pays. Aussi, le décès de Brejnev a-t-il donné lieu à des analyses prévisionnelles de la politique extérieure de l'URSS durant les années 80. Le présent article essaiera d'exprimer son point de vue à ce sujet. Pour découvrir les caractéristiques de la politique extérieure que l'URSS appliquera à l'avenir, il faut, tout d'abord, jeter un regard rétrospectif sur la politique extérieure soviétique de l'époque de Brejnev, analyser ensuite l'évolution des différents facteurs qui agissent sur cette politique, et tenter, sur cette base, d'en explorer les horizons.

Au cours des années 70, l'URSS, mettant en pratique une stratégie expansionniste de caractère offensif, a remporté des succès importants dans différentes parties du monde. On a toutes les raisons de dire que c'était l'« âge d'or » de la politique extérieure soviétique. En voici les manifestations essentielles :

1) – Rehaussement sans précédent de son prestige international. L'URSS a enfin acquis la position de superpuissance pouvant traiter les affaires internationales sur un pied d'égalité avec les États-Unis, position dont elle avait tant rêvée depuis l'époque de Khrouchtchev. Lors de sa visite en Union soviétique en 1972, le président américain Nixon reconnut officiellement d'une part que « l'égalité et la sécurité réciproque » étaient des principes de base sur lesquels devaient reposer les relations entre les deux pays et d'autre part que l'URSS et les États-Unis « n'avaient d'autre alternative que la coexistence pacifique. « Les traités que les deux parties ont signés en 1972 et 1979, portèrent respectivement sur la première et la deuxième étapes de la limitation des armes stratégiques offensives, le second n'ayant pas été ratifié par le Congrès américain, les États-Unis ont été obligés d'accepter que l'URSS ait une supériorité numérique en ce qui concerne les armes stratégiques. Puis, l'URSS, ne se suffisant de ce partage avec les États-Unis, amorça son expansion sur les traditionnelles sphères d'influence américaine, tentant de supplanter celle-ci dans différentes régions du monde.

---

\* Sous cet intitulé, *Études internationales* introduit une nouvelle rubrique dans laquelle seront publiées des contributions qui, sans répondre aux critères exigés dans les articles et les notes, pourront être utiles à l'information, à la réflexion et à la recherche scientifique en relations internationales. Il va sans dire que les opinions exprimées dans ces essais et documents n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

\*\* *Institut d'études sur l'Union soviétique et l'Europe de l'Est de l'Académie des Sciences sociales de Chine.*

2) – Reconnaissance définitive des « gains » soviétiques réalisés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Par la signature du Traité soviéto-ouest-allemand, l'Allemagne démocratique fut reconnue par l'Occident et la Conférence sur la sécurité de l'Europe convoquée. Les États occidentaux reconnurent, sur le plan tant politique que législatif, les frontières des États européens et la réalité politique européenne, qui avaient pris forme après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi fut résolu le problème stratégique de la sécurité qui préoccupait l'URSS depuis la fin de la guerre.

3) – Élargissement plus accentué de ses sphères d'influence et redoublement de son poids. Le Vietnam et Cuba furent placés dans l'orbite de la « Grande Famille socialiste » et le nombre des membres du COMECON porté de huit à dix. L'URSS intervint directement dans les conflits du tiers-monde, élargissant rapidement son influence dans cette partie du globe. En 1980, 67 pays en voie de développement recevaient une aide économique de l'URSS, 54 pays en acceptaient une aide militaire et douze pays du tiers-monde avaient signé avec elle un traité d'amitié et de paix (deux d'entre eux l'ont annulé plus tard).

4) – Progrès importants dans ses dispositions stratégiques globales. L'URSS a non seulement renforcé ses forces armées en Europe, point-clé dans sa stratégie, mais aussi resserré son encerclement des flancs de l'Europe. Elle a, par ailleurs, augmenté sa présence militaire tant en Méditerranée que dans l'océan Indien, renforcé sa flotte du Pacifique et s'est accaparé le droit d'utilisation de 40 bases navales et aériennes dans des pays riverains, reliant ainsi les champs de batailles stratégiques de l'Est et de l'Ouest. Ayant amélioré ses positions stratégiques globales, elle avait désormais plus de possibilité de réaliser les objectifs de sa politique extérieure par la force armée.

Si l'URSS a pu réaliser durant les années 70, une telle avancée au niveau international, ce fut du fait tant au plan national qu'international, de facteurs qui lui étaient très favorables. Voici ces principaux facteurs :

1) – Le rapport de forces entre l'URSS et les États-Unis a changé à la faveur de la première. Le potentiel économique et militaire soviétique s'est développé rapidement. De 1965 à 1982, soit pendant le règne de Brejnev, l'économie soviétique se développa à un rythme supérieur à celui de l'économie américaine. Au cours de ces dix-huit années, le revenu national de l'URSS a ainsi augmenté de 1,5 fois, la valeur globale de la production industrielle de 1,9 fois et de 1965 à 1975, le revenu national soviétique est passé de 62% à 67% de celui des États-Unis. Parallèlement, le taux de croissance annuel des dépenses militaires fut de 8,5% pour la période 1971-1975 et de 5,3% pour la période 1976-1980 alors que les dépenses militaires américaines n'accusaient qu'une croissance annuelle de 5,4% et de 1,3% durant les mêmes périodes. Les dépenses militaires soviétiques, représentant en 1965 67% de celles des États-Unis, équivalèrent à 117% de celles-ci en 1974, et elles sont demeurées supérieures jusqu'en 1980. Les forces armées de l'URSS se sont donc accrues rapidement. Exemple: le nombre des armes stratégiques que possédait l'URSS en 1965, n'équivalait qu'à 30% de celui des armes stratégiques dont disposaient les Américains. En 1970, c'est-à-dire cinq ans plus tard, les armes stratégiques de l'arsenal soviétique représentaient déjà 105% du stock américain. À la fin des années 70, ce pourcentage était porté à 138.

2) – Les États-Unis, craignant de s'enliser dans un autre Vietnam, réduisirent leurs forces armées stationnées à l'étranger. Durant les années 70, les États-Unis en tant qu'adversaire principal de l'URSS dans la lutte pour l'hégémonie du monde, se trouvaient dans une situation peu avantageuse. Ils commencèrent à réduire le niveau de leurs forces armées à l'étranger, particulièrement après leur défaite au Vietnam. Le pays était en proie à une discorde, chaque jour, plus grave. L'isolationnisme apparut avec l'opposition du Congrès et du public à toute intervention militaire américaine à l'étranger qui risquerait d'entraîner le pays dans « un autre Vietnam ». C'est précisément parce qu'elle a constaté ce changement radical de la part des États-Unis dans l'emploi des forces armées, que l'URSS a eu l'audace de recourir directement ou indirectement à la force pour étendre ses influences dans le tiers-monde. Bref, elle était à cette époque-là convaincue 1) que les rapports mondiaux de forces avaient changé en sa faveur; 2) que les États-Unis ne voulaient plus

s'immiscer militairement dans les affaires du tiers-monde. Cette conviction constituait le fondement idéologique sur lequel reposait la politique aventuriste soviétique dans les années 70.

3) – Les « trois grands courants révolutionnaires » favorisèrent l'URSS dans son déploiement d'activités dans le monde. L'URSS prétend que le système socialiste mondial, le mouvement communiste international et le mouvement de libération nationale constituent les « trois grands mouvements révolutionnaires » de notre époque. Le système socialiste mondial englobe, d'abord, l'URSS qui a toujours considéré ces trois courants comme autant de poids en sa faveur dans la balance des rapports mondiaux de force. Dans les années 70, certains pays d'Europe Orientale ont connu des développements économiques relativement rapides et des situations politiques plutôt stables, si bien que l'URSS put se livrer à une expansion outre-mer, sans n'avoir rien à craindre dans son arrière-cour. Durant la première moitié des années 70, l'URSS était encore capable de manipuler le mouvement communiste international pour le mettre au service de sa stratégie internationale. Elle pouvait aussi exploiter dans une large mesure la lutte continue menée par les pays du tiers-monde contre l'impérialisme et le colonialisme occidentaux, ainsi que le sionisme. Se déclarant « socialiste », et arborant son soutien au « mouvement de libération nationale » et au « progrès social », elle joua le rôle de séductrice. Au milieu des années 70, elle profita avec on sait quelle ingéniosité du Vietnam, puissance hégémoniste régionale et de Cuba, « prétendant au leadership du tiers-monde » et mit activement en pratique sa stratégie expansionniste.

4) – La situation intérieure de l'URSS était plutôt stable. Une fois au pouvoir, Brejnev s'accapara, progressivement et par voie de centralisation, les pouvoirs du Parti, du gouvernement et des forces armées. Sa position consolidée, il résolut avec prudence et sans jamais les exacerber, les contradictions au sein de l'équipe dirigeante, entre les nationalités ou dans d'autres domaines. Parallèlement, le niveau de vie du peuple s'éleva significativement. Aussi, au cours des années 70, alors que les crises économiques se succédaient, l'une après l'autre, dans le monde occidental, et que le tiers-monde se débattait dans d'incessants troubles et agitations, l'URSS resta une des régions relativement stables du monde. Cette conjoncture permit aux dirigeants soviétiques de consacrer plus de temps et d'énergie aux affaires internationales.

Mais, vers la fin des années 70 et en particulier au début des années 80, des changements se sont opérés en URSS et dans le monde. Parmi les différents facteurs susmentionnés qui ont influencé la politique extérieure de l'URSS, certains ont changé, voire même, se sont renversés, d'autres sont en train de changer ou changeront. Ces modifications auront inévitablement des impacts profonds sur la politique extérieure actuelle et ultérieure de l'URSS.

1) – Le rapport de forces entre l'URSS et les États-Unis, auparavant plutôt favorable à celle-là, commença à se modifier. Au cours de la seconde moitié des années 70, le rythme de croissance économique de l'URSS ralentit visiblement. Son revenu national et la valeur globale de sa production industrielle diminuèrent, leur taux de croissance annuel, 5,7% et 7,4% entre 1971 et 1975, descendit jusqu'à 3,7% et 4,5% pour la période 1976-1980. La chute continua, s'accroissant en 1981 et 1982. Si l'on compare l'URSS et les États-Unis, on constate que le revenu national, la valeur de la production industrielle et la productivité sociale de l'URSS, qui avaient atteint en 1975 respectivement 67% 80% et 40% de ceux des États-Unis, ont marqué le pas depuis cette date. Cela veut dire que l'écart entre les États-Unis et l'URSS dans le domaine de l'économie qui tendait à diminuer dans l'après-guerre, a cessé de se réduire. Selon les estimations de différentes sources, la croissance économique de l'URSS ne pourra vraisemblablement se maintenir qu'à un niveau de croissance d'à peu près de 3%. Même si la nouvelle équipe dirigeante soviétique était résolue à entreprendre des réformes dans l'économie, elle ne pourrait pas le faire en profondeur dans un pays comme l'URSS sans une préparation de cinq ans. D'ailleurs, l'efficacité de ces réformes ne pourrait sans doute se manifester pleinement qu'à la fin des années 80 ou au début des années 90.

L'URSS n'aura donc pas beaucoup la possibilité, au cours des années 80, d'entrevoir une diminution de l'écart économique qui la sépare des États-Unis.

Dans le domaine militaire, l'administration Reagan a procédé au réarmement dès son entrée en fonction. Elle a pris la décision de redresser en cinq ans la situation défavorable des États-Unis et d'acquiescer au bout de dix ans une supériorité relative sur l'URSS. Au cours de l'exercice fiscal de 1981, les dépenses militaires des États-Unis ont commencé à dépasser celles de l'URSS. Elles ont augmenté de 7,7% dans l'exercice 1982 par rapport à l'exercice précédent et de 10,5% dans l'exercice 1983. À l'heure actuelle, on parle déjà d'un taux de croissance annuel de 7,4% pour les cinq ans à venir. Avec la réélection de Reagan il est probable que le rythme d'accroissement des dépenses militaires ne se ralentisse par sensiblement. L'un des principes importants des Américains pour le développement des armements consiste à tirer parti de leur supériorité technologique pour accélérer le vieillissement des armements soviétiques. Dans ce cas-là, si l'URSS voulait maintenir une égalité stratégique avec les États-Unis, elle serait obligée d'augmenter ses dépenses militaires et le taux annuel de cet accroissement qui ne devrait pas être inférieur à 5-6%, dépasserait largement la cadence de la croissance de l'économie nationale. Le réarmement continu et la préparation sans cesse à la guerre ont fini par provoquer une tension parfaite dans l'économie nationale soviétique où l'on peut constater des disproportions très graves.

En 1982, les dépenses militaires de l'URSS représentaient déjà 32% des dépenses financières nationales. Si l'on faisait le calcul sur la base du rythme annuel d'accroissement sus-mentionné, ce pourcentage s'élèverait à 38-40% en 1990, ce qui amènerait inévitablement l'URSS à réduire les investissements et la consommation du peuple. Et cet état de choses rendrait vraisemblablement impossibles la réalisation du réajustement des structures de l'économie nationale et l'intensification du développement stratégique. Par manque de fonds, le taux de croissance des investissements nationaux de l'URSS dans l'infrastructure s'est déjà ralenti graduellement dans la dernière moitié des années 70. Les économistes soviétiques estiment que si le rythme d'accroissement des investissements se ralentissait encore plus au cours du quinquennat prochain (1986-1990), le taux de croissance du revenu national serait ramené à moins de 3% dans les années 90. Accusant les États-Unis de vouloir « miner » l'économie soviétique par une « compétition interminable aux armements », les dirigeants et la presse soviétiques ont prétendu que l'URSS serait obligée de « resserrer encore davantage la ceinture ». Ces propos témoignent non seulement de la détermination de l'URSS à mener jusqu'au bout sa concurrence avec les États-Unis dans le domaine militaire mais encore de l'inquiétude vraiment atroce qui la dévore face au fardeau alourdi par le réarmement. Si les nouveaux dirigeants soviétiques ne cherchaient pas l'issue dans une réforme complète des structures économiques, ils n'auraient qu'une seule alternative: ralentir l'allure du réarmement du pays ou laisser se détériorer sa situation économique. Et les risques seront tout aussi grands quelle que puisse être leur option.

2) – La situation stratégique mondiale à laquelle l'URSS aura à faire face dans les années 80 sera encore plus sérieuse. En voici les manifestations essentielles:

a) Au cours des années 70, l'URSS s'est livrée à l'expansion dans tous les sens, prête à combattre sur plus d'un front. Si bien qu'elle s'est fait partout des ennemis et que ses forces se sont dispersées sur des fronts trop étendus. En agissant ainsi, elle s'est engagée en réalité sur la voie désastreuse qu'avaient empruntée les États-Unis, voie qui les avait conduits de la prospérité au déclin.

b) Considérant que l'on n'a pas pu contrecarrer, dans les années 70, l'expansion soviétique au moyen des forces conventionnelles en s'appuyant uniquement sur la dissuasion nucléaire, l'administration Reagan, une fois entrée en fonction, s'est mise à réviser sa stratégie militaire américaine. Tout en avançant cette idée selon laquelle on pourrait gagner et contrôler une guerre nucléaire, elle a accéléré sa préparation à une guerre de ce genre. Quant à la stratégie d'une guerre conventionnelle, elle a mis au point toute une série de principes opérationnels caractérisés par une contre-offensive avec souplesse, prête à se jeter dans une guerre conventionnelle et prolongée contre l'URSS.

c) L'OTAN a décidé d'installer en Europe dès la fin des années 1983 des missiles Pershing II et Cruise, ce qui modifiera le rapport de force et la situation stratégique actuellement favorables à l'URSS en Europe. À côté de cela, les États-Unis ont déclaré que les régions telles que le Moyen-Orient, le golfe Persique et autres, cibles principales de l'expansion soviétique, sont des « zones d'intérêt vital » pour eux et qu'ils lanceraient, en cas d'agression soviétique, leurs forces armées dans une contre-offensive ou prendraient leur revanche en attaquant les points faibles de l'URSS dans d'autres régions. En début de cette année, les États-Unis ont proclamé la mise sur pied d'un commandement opérationnel central qui prendrait en charge la zone délimitée à l'Est par le Pakistan, à l'Ouest par l'Égypte, au Nord par la Turquie et au Sud par l'Île de Diego Garcia. Ils ont en même temps accéléré la création « d'unités militaires à déploiement rapide » qui seront opérationnelles en 1985.

d) Pour relever le défi soviétique à travers le monde, les États-Unis ont accentué leur division stratégique du travail avec l'Europe occidentale et le Japon. À l'heure actuelle, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon se livrent déjà à l'expansion de leurs armements. Si jamais les États-Unis croisaient l'épée avec l'URSS en Asie du Sud-Ouest, leurs alliés d'Europe occidentale coordonneraient de façons différentes, leurs actions avec eux. Sur la demande des États-Unis, le Japon se chargera de la défense de la ligne de navigation maritime sur 1,000 milles marins du Pacifique de l'Ouest et de bloquer en temps de guerre, le détroit que la flotte soviétique du Pacifique doit traverser pour prendre le large.

e) La Chine, débarrassée des troubles qui la perturbaient, s'est engagée sur une voie de développement sain et normal. En considérant la lutte contre l'hégémonisme comme une de ses trois tâches principales dans les années 80, elle constitue un obstacle infranchissable pour l'expansion soviétique en Extrême-Orient. Bref, si l'URSS se lançait dans une aventure de guerre, elle se heurterait dans toutes les directions à de puissantes forces de résistance.

3) – Des changements qui se sont effectués aux dépens de l'URSS sont survenus aussi au sein des « trois grands courants révolutionnaires ». La crise polonaise qui éclata en 1980 a duré quatre longues années et a ébranlé l'arrière-cour de l'URSS en y provoquant une certaine insécurité. Cette crise est en réalité celle du « modèle socialiste » soviétique. Un régime politique qui régnait dans le pays depuis 35 ans a failli être renversé par un grandiose mouvement de masse, ce qui a amené l'URSS à repenser sa politique en Europe orientale. Par ailleurs, certains pays d'Europe orientale ont entrepris l'un après l'autre la réforme des structures politiques et économiques toujours dans le but de se débarrasser du modèle de la société soviétique qui y avait été transplanté après la guerre. Tout cela aura évidemment pour résultat l'affaiblissement du mécanisme soviétique visant à mettre l'Europe orientale sous son contrôle, exception faite bien sûr des moyens militaires. Au sein du mouvement communiste international, les partis communistes relativement plus influencés par les pays occidentaux, ont quitté l'orbite de l'URSS du point de vue de la théorie, de la tactique et de la ligne politique. Critiquant ouvertement le modèle de société et la politique extérieure soviétique, ces partis figurent désormais parmi les forces importantes qui contrecarrent et boycottent l'hégémonisme soviétique. L'URSS a perdu pour toujours sa position de maître pouvant dicter la loi au sein du mouvement communiste. Pour elle, la situation dans le tiers-monde a aussi beaucoup changé dans les années 80. En voici les manifestations essentielles :

a) Dans les années 60 et 70, l'URSS mettait surtout l'accent sur le développement de ses relations avec les pays qui « avaient pour orientation le socialisme ». Elle a tracé même pour eux un plan de développement, tentant de les inciter à emprunter « la voie mongole » et à accepter peu à peu le modèle de la société soviétique. Mais la réalité a prouvé que ce que l'URSS prêchait à cor et à cri n'avait aucune chance de réussir. C'est pourquoi ces pays ont pris ou sont entrain de prendre des mesures nécessaires pour se défaire du modèle du développement social que l'URSS avait tant cherché à colporter. Le « socialisme » soviétique n'a perdu que trop ses attraits et son influence dans le tiers-monde. Si l'on jette un regard d'ensemble sur l'histoire de l'évolution des « trois grands courants révolutionnaires », on peut constater que la réforme et le rejet du « modèle socialiste » soviétique sont déjà devenus un courant fondamental du mouvement révolutionnaire contemporain.

b) À l'heure actuelle, le mouvement de libération nationale est entré dans une phase nouvelle. La tâche principale à laquelle doivent faire face les États nouvellement indépen-

dants est de développer leur économie nationale. Ils éprouvent un besoin urgent de l'aide des pays développés en fonds et en technologie. Voilà justement le point faible de l'URSS dans sa concurrence avec les pays occidentaux.

c) L'expansion dans le tiers-monde est par ailleurs une charge économique lourde pour l'URSS. Selon des statistiques, elle doit dépenser annuellement 7 milliards de dollars américains pour soutenir le régime Afghan, le Vietnam et Cuba.

d) Dans les années 80, la situation à l'intérieur de l'URSS sera plus complexe qu'elle ne l'était dans les années 70. Et cette complexité est principalement dû aux problèmes suivants: Tout d'abord la succession du dirigeant suprême. Ce problème deviendra plus aigu surtout parce que Tchernenko est déjà vieux et que sa santé est mauvaise. Il est possible donc que dans la seconde moitié des années 80, l'URSS doive encore penser à sa relève. Trois relèves de dirigeant suprême en dix ans constituent un précédent dans l'histoire du pays. Tout changement de dirigeant suprême signifie toujours en Union soviétique l'exacerbation au sein du groupe dirigeant de la lutte autour du pouvoir et des politiques. Surtout lorsque le nouveau chef tente d'apporter un réajustement plus important des politiques de son prédécesseur. La lutte pour le pouvoir politique s'étend alors à encore plus de domaines. Cette lutte consumera une partie considérable du temps et de l'énergie du nouveau dirigeant. Si dans un certain sens, Tchernenko n'est qu'un personnage de transition, la plupart de ceux qui se hisseront dans la dernière moitié des années 80, vers le sommet de la hiérarchie politique seront des hommes nouveaux qui ont percé dans l'après-guerre. Bien que formés eux aussi sous le même régime, ils ont des connaissances culturelles et une expérience sociale différentes. Ils seront moins liés par les dogmes politiques et plus lucides, plus pragmatistes en politique extérieure. Il est pourtant difficile pour le moment d'en préjuger. D'une façon générale, si la position d'un dirigeant suprême n'était pas encore très sûre et que le consensus ne pouvait que difficilement être atteint au sein du groupe dirigeant, le pays manifesterait une certaine retenue dans ses activités extérieures. Un autre problème qui y est lié, c'est que dans la lutte pour le pouvoir, les membres du groupe dirigeant cherchent toujours à s'assurer le soutien des milieux militaires. Dans ce cas-là, l'URSS se montrerait en politique extérieure plus rigide quant au contrôle et à la réduction des armements. Ce qu'il faut souligner ici c'est que l'augmentation des influences des militaires ne signifient pas nécessairement l'augmentation de possibilité d'une aventure militaire à l'étranger, parce que sous le régime politique soviétique, c'est en dernière analyse le Politburo, composé des dirigeants politiques, qui détient le pouvoir de décision en politique extérieure.

Troisième problème: Dans un grand pays comme l'URSS, les vieilles structures sont fortement enracinées et les réformes économiques, tâches extrêmement dures et complexes, comporteraient autant de risques pour les dirigeants politiques qui les préconiseraient. Cela revient à dire que si le nouveau dirigeant veut réellement entreprendre une réforme plus ou moins importante des structures économiques, il devra y procéder avec beaucoup de prudence tout en concentrant plus d'efforts sur les affaires intérieures. Autre problème encore: Les années 80 pourraient ne pas être aussi prometteuses que les années 70 quant à l'amélioration du niveau de vie du peuple soviétique. Il en résulterait une diminution encore plus accusée de l'ardeur de ce dernier au travail et un effritement de sa confiance pour le régime actuel. On pourrait même ne pas omettre d'exclure l'apparition possible de troubles locaux dans la société. Les dirigeants soviétiques qui ont vécu l'émoi de l'affaire polonaise, ne sauraient donc être tranquilles à cet égard.

Il faut souligner que les facteurs sus-mentionnés défavorables à l'URSS ne représentent qu'un des aspects de la question. Il existe quand même toute une série de facteurs qui lui sont favorables dans la poursuite de sa politique extérieure au cours des années 80. Ces facteurs peuvent être résumés comme suit: 1) L'URSS est le pays le plus riche en ressources naturelles du monde. Elle est plus apte que tout autre pays occidental à compter sur ses propres moyens pour se développer. Au cours des années 80, son potentiel économique et militaire continuera à augmenter. Dans un avenir prévisible, elle restera l'unique superpuissance du monde à pouvoir affronter en force les États-Unis. 2) Son régime politique hautement centralisé lui assurera la possibilité d'utiliser ses ressources humaines, matérielles et financières qui sont pourtant limitées, à des projets prioritaires. Elle est plus en mesure

que les pays occidentaux de supporter les dépenses militaires et les difficultés économiques. À la différence de l'Occident, ses décisions en matière de politique extérieure subissent à l'intérieur du pays moins d'interférence de la part de l'opinion publique. Les succès et les revers (surtout ces derniers) ne sont pas aussi liés qu'en Occident à la vie politique de ses dirigeants. Bref, les dirigeants soviétiques sont plus libres que les dirigeants occidentaux dans la réalisation de leurs volontés. 3) Les États-Unis ne pourront accomplir pleinement leur plan de réarmement et leur réajustement stratégiques qu'à la fin des années 80, ce qui laissera un intervalle de temps à l'URSS. Par ailleurs, dans leur expansion militaire et leur préparation à la guerre, les États-Unis sont constamment en butte à une pression venant de l'intérieur du pays et de la part de leurs alliés; leurs plans ne s'exécutent qu'avec beaucoup de difficultés. 4) Dans le domaine de la stratégie politique et de l'économie, les contradictions entre les États-Unis et leurs alliés vont s'exacerbant. Il existe également entre les forces qui s'opposent à l'expansion soviétique, des contractions et des controverses dues à la différence de leur situation et de leurs intérêts particuliers. De tout cela, l'URSS pourrait sans doute tirer parti. 5) Bien que l'essor du mouvement de libération nationale anti-occidentale soit déjà révolu dans les années 80, les conflits socio-politiques et les frictions entre les différentes nations augmentent dans plusieurs régions du monde; les contradictions et les luttes entre le tiers-monde et l'Occident continuent toujours. Voilà autant d'occasions que l'URSS pourrait bien exploiter. Pourtant pris dans leur ensemble, les facteurs défavorables pour l'URSS dans son expansion sont numériquement supérieurs aux facteurs favorables par rapport aux années 70.

Partant de cette analyse, nous allons étudier ci-dessous l'orientation et les caractéristiques de la politique extérieure que l'URSS adoptera ultérieurement.

1) – Tout en continuant à renforcer son potentiel militaire, l'URSS cherchera à aboutir à un accord avec les États-Unis sur le contrôle des armements. Le potentiel militaire est le pilier principal de l'URSS dans la réalisation de sa stratégie globale. Après l'avènement de l'administration Reagan au pouvoir, l'URSS a toujours parlé avec effusion de l'« augmentation du danger de guerre ». Mais en réalité, elle ne croit pas que la guerre puisse éclater entre elle et les États-Unis. Ce qu'elle craint, c'est plutôt que le réarmement et la préparation à la guerre de son adversaire ne minent l'équilibre stratégique, qui est déjà apparu entre les deux pays. Andropov lui-même disait en juin dernier, lors de la session plénière du Comité central du PCUS, que cet équilibre était « le plus grand succès » que l'URSS ait réalisé au cours de ces dernières décades et que l'URSS ne permettrait jamais qu'on le détruise ». Malgré les grandes difficultés économiques qu'elle rencontre, l'URSS n'assistera pas sans rien faire à l'évolution du rapport de forces en faveur des États-Unis. Dans les années 80, elle avancera sur la lancée des années 70 dans les recherches et le développement militaires. Quant à la construction des armements, tout en maintenant la supériorité numérique, elle mettra l'accent sur l'amélioration des technologies et de la qualité, et cherchera à faire de nouvelles percées dans la technique militaire. Le potentiel nucléaire stratégique reste toujours la base des forces armées. L'URSS accélérera le renouvellement et la régénération de ses armes nucléaires, renforcera leur capacité d'attaquer les objectifs militaires et leur aptitude de survie. Elle accélérera en même temps la modernisation de ses armes conventionnelles. En outre, elle se livrera activement à l'étude et au déploiement de systèmes d'armes spatiales pour disputer le « 4<sup>e</sup> champ de bataille » aux États-Unis. Elle s'efforcera par ailleurs d'aboutir à un accord avec ceux-ci sur la limitation et la réduction des armements pour freiner la lancée de l'expansion américaine dans ce domaine, contrôler et abaisser le niveau de la compétition aux armements et alléger le fardeau économique qui l'écrase.

2) – Elle continuera à appliquer à l'égard de l'Occident, la politique de « vaincre sans combattre », tout en recherchant une détente dans ses relations avec celui-ci. Une des caractéristiques fondamentales de la stratégie internationale de l'URSS après la Seconde Guerre mondiale consiste en ceci: considérer les États-Unis comme son principal rival tout en évitant d'entrer en guerre avec lui et s'efforcer de coexister pacifiquement avec les Américains tout en cherchant constamment à nuire à leurs intérêts. Cette politique soviétique ne changera pas dans un avenir prévisible. À l'égard de l'Europe de l'Ouest et du Japon que les États-Unis se sont déclarés explicitement prêts à protéger par les armes – et qui sont



effectivement assurés d'une garantie matérielle, – l'URSS n'emploiera probablement pas la force mais continuera à appliquer la politique de « vaincre sans combattre », politique qu'elle a poursuivie au cours des années 70. Voici le contenu de cette politique: a) maintenir une forte pression militaire sur ses adversaires; b) profiter des contradictions au sein de l'alliance occidentale pour la disloquer et diviser, détruire l'unité politique et les liens stratégiques des États-Unis avec leurs alliés occidentaux afin d'écartier l'influence américaine; c) paralyser l'économie occidentale par sa mainmise sur le pétrole et d'autres ressources stratégiques du Moyen-Orient et de l'Afrique dont a tellement besoin la survie de l'économie occidentale. Si l'URSS y était parvenue, il lui serait possible, semble-t-il, de subjuguier l'Europe occidentale et le Japon sans passer par la guerre. Voilà l'objectif à long terme de la stratégie soviétique. Au cours des années 80, l'URSS poursuivra sa marche vers ce but bien qu'il semble qu'elle ne puisse obtenir des résultats positifs évidents. Elle prêtera dorénavant une attention encore plus grande à la nécessité de se gagner la faveur populaire en Europe occidentale et profitera de l'aspiration à la paix et de la crainte de la guerre qui existent en Europe occidentale ainsi que du mouvement de la paix surgi depuis un ou deux ans dans cette partie du monde, pour pousser aux sentiments anti-américains et à la tendance neutraliste. Elle recherchera en même temps une détente dans ses relations avec les pays occidentaux, y compris l'amélioration de ses relations avec les États-Unis, ceci pour asseoir les rapports soviéto-américains sur une base relativement stable. Sans discontinuer son entreprise elle fera à l'Occident, des propositions sur la sécurité et la coopération, s'efforcera d'élargir son commerce et multiplier ses échanges scientifiques et culturels avec l'Occident, car cela répond non seulement au besoin de l'application de sa politique de « vaincre sans combattre » mais aussi à celui de réduire les difficultés qu'elle rencontre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Par ailleurs, l'obtention du transfert de technologie mis de l'avant par l'Occident et des prêts occidentaux est un facteur indispensable à l'URSS pour réaliser l'intensification du développement de son économie. Elle ne ménagera pas ses efforts dans ce sens même si les relations Est-Ouest devenaient tendues.

3) – L'URSS poursuivra son expansion dans le tiers-monde mais avec plus de prudence qu'aparavant. Dans les années 70, en recourant aussi bien à des moyens politiques, économiques et militaires qu'à la subversion, l'URSS a vite élargi ses influences dans le tiers-monde. Elle continuera dans les années 80 à considérer celui-ci comme la cible principale de son expansion. Mais compte tenu de la multiplication des facteurs limitatifs, elle se montrera plus prudente qu'aparavant dans le choix des objectifs et celui des occasions. Elle s'efforcera de consolider et d'étendre ses influences en Afrique. Au Moyen-Orient, elle a perdu, après son expulsion par l'Égypte, son droit d'initiative dans cette région. À l'heure actuelle, elle n'a d'autre alternative que de renforcer ses positions en Syrie, Libye et autres, maintenir ses influences sur l'O.L.P., entraver le « processus de paix » contrôlé par les Américains et attendre un éventuel regroupement des forces de cette région. En Asie du Sud, elle multipliera ses représailles contre la résistance afghane pour consolider le régime de Karmel et obtenir que ses privilèges en Afghanistan soient reconnus universellement. Mais enlisée en Afghanistan, il lui est difficile de continuer sa descente vers le sud. En Asie du Sud-Est, elle va consolider encore plus ses influences sur l'Indochine, mais il lui est aussi impossible d'aller plus loin. En Amérique centrale, elle se servira activement de Cuba pour s'y infiltrer, retenir et consumer les forces américaines qui s'y trouvent, mais elle évitera probablement d'intervenir trop directement pour ne pas irriter les États-Unis.

L'URSS s'implique de plus en plus dans les conflits du tiers-monde: offre d'une aide militaire peu importante à la fin des années 50; envoi de personnels militaires et utilisation des agents locaux à la fin des années 60 et au cours des années 70, jusqu'à l'invasion militaire directe de l'Afghanistan dans les derniers jours de 1979. Ce qui préoccupe actuellement le public, c'est de savoir si l'URSS se livrera durant les années 80 à des aventures militaires comme elle l'a fait en Afghanistan. D'après tous les indices, l'emploi direct par l'URSS de ses forces armées en dehors de la « Grande Famille socialiste » est d'une façon générale conditionné par les facteurs suivants: 1) le pays cible de son invasion doit être une région à proximité de sa frontière. Au cours des années 80, bien que l'URSS ait renforcé sa capacité de faire une guerre à longue distance, elle aura tout de même beaucoup

de difficultés à se livrer à une guerre d'agression de grande envergure outre-mer; 2) Il faut qu'il y ait dans le pays envahi un parti pro-soviétique. Ainsi en cas d'intrusion soviétique, le dit parti se présenterait pour former un gouvernement; 3) Le pays en question doit être stratégiquement un chaînon faible si bien que l'armée soviétique ne se heurterait à aucune résistance puissante et que l'agression n'entraînerait pas de réactions directes de la part de l'Occident. Au cours des années 80, si toutes ces conditions étaient réunies du point de vue géographique, politique et stratégique, il serait possible que l'URSS entreprenne de nouvelles aventures militaires. À l'heure actuelle, on se demande déjà si, après la mort de Khomeini, l'URSS exploitera les troubles et agitations internes en Iran pour se jeter dans une nouvelle aventure militaire. Mais les indices actuels nous disent que comme le Parti du peuple d'Iran, c'est-à-dire le parti pro-soviétique a subi de grosses pertes et que les États-Unis ont proclamé que l'Iran est une région qu'ils défendraient militairement si besoin était. Mais deux des conditions mentionnées manquent pour qu'une invasion soviétique soit possible. Il est donc peu probable du moins pour le moment que l'URSS entreprenne une aventure militaire dans cette région. Toutefois, la possibilité suivante ne doit pas être complètement exclue. Si après la mort de Khomeini, une guerre civile éclatait en Iran et qu'une des parties belligérantes lui demande secours, l'URSS pourrait y envoyer ses troupes sous prétexte de respecter ses obligations envers l'Iran stipulées dans le Traité soviéto-iranien de 1921. Mais en agissant ainsi, elle paierait trop cher et les risques seraient trop grands. Elle devrait faire face à une résistance des forces patriotiques encore plus puissantes qu'elle ne l'a connue en Afghanistan et risquerait un conflit direct avec les États-Unis.

Voilà quelques uns des facteurs qui donnent à penser à l'URSS. Selon certains indices, il est possible que l'URSS adopte la tactique de la progression lente, tactique qui consiste par exemple à appuyer les forces pro-soviétiques par l'envoi d'armes, de matériel logistique et de conseillers ou par le soudoiment d'agents locaux en leur fournissant des refuges et des camps d'entraînement dans ses régions frontières. Ceci dans le but de pousser à l'évolution de la situation en sa faveur.

4) – l'URSS continuera sa mainmise sur l'Europe orientale mais se montrera un peu plus souple en politique. L'Europe Orientale continue à occuper une place primordiale en politique extérieure soviétique. Barrière de sécurité défendant l'URSS à l'ouest et tremplin pour la pression soviétique sur l'Occident, elle joue un rôle encore plus important au moment où s'aggrave de jour en jour la confrontation stratégique entre les deux blocs militaires. L'URSS exigera avec insistance que les pays d'Europe orientale s'alignent sur elle tant en politique extérieure que dans les affaires militaires, augmentent leurs dépenses militaires, renforcent les préparatifs de guerre du Pacte de Varsovie et maintiennent le rapport de forces favorable à l'URSS qui est déjà apparu sur le continent européen. Économiquement, elle exigera l'accélération du « développement endogène » au sein du COMECON et la modification graduelle des structures de coopération économique défavorables à l'URSS. Par exemple, au lieu de fournir à l'Europe orientale, des matières premières, elle l'approvisionnera en produits finis ou semi-finis. L'objectif soviétique à long terme est de forcer la limite des frontières entre l'URSS et l'Europe orientale pour établir une « Communauté internationaliste », organisme d'intégration ayant pour centre l'URSS. Mais le nouveau dirigeant soviétique ne sera pas aussi impatient que son prédécesseur de la faire. Au cours des années 80, l'URSS témoignera de plus de souplesse dans sa politique d'Europe Orientale, cela revient principalement à dire qu'elle permettra aux États d'Europe Orientale d'entreprendre plus d'essais dans la réforme des structures économiques et politiques pour qu'ils aient plus d'autonomie dans leurs affaires intérieures. Ceci parce que: 1) au cours des années 80, l'URSS devra elle aussi procéder à des réformes et que force lui sera de tirer des leçons des expériences de certains pays d'Europe Orientale qui se sont déjà engagés sur cette voie. 2) L'URSS n'est plus à même de se charger à elle seule de la solution de tous les problèmes que les pays d'Europe orientaux rencontrent dans leur développement socio-économique et elle sera obligée dans ce cas-là de permettre, dans une certaine mesure, à ceux-ci d'en trouver l'issue eux-mêmes.

5) – L'URSS cherchera à améliorer ses relations avec la Chine tout en ne voulant pas renoncer à la menace militaire. En vue d'appliquer sa stratégie globale, l'URSS espère

améliorer ses relations avec la Chine pour alléger son fardeau sur le front de l'Est et pouvoir consacrer plus d'énergie à une querelle encore plus virulente avec les États-Unis. Or, tout en espérant une amélioration des relations avec la Chine, elle n'est pas près de renoncer à ses intérêts acquis. C'est ainsi qu'elle ne veut pas faire cesser de planer sur la Chine cette menace contre ce pays, menace due au stationnement massif de troupes soviétiques aux frontières sino-soviétiques et sino-mongoles, son invasion en Afghanistan et son soutien à l'occupation du Kampuchéa par le Vietnam. À l'heure actuelle, l'URSS semble adopter à l'égard de la Chine la tactique suivante: contourner les véritables obstacles sur la route de l'amélioration des relations entre les deux pays, multiplier les contacts et les échanges économiques et culturels avec la Chine pour arriver graduellement à ce qu'elle appelle la « compréhension » et la « confiance réciproque » et induire par là la Chine à changer son opinion sur l'hégémonisme soviétique. L'URSS ne veut point modifier sa politique extérieure hégémoniste tandis que la Chine considère toujours la lutte contre l'hégémonisme comme une tâche d'importance majeure pour les années 80. Voilà les facteurs qui limitent le développement ultérieur des relations sino-soviétiques.

De l'analyse ci-dessus on peut déduire les conclusions suivantes:

- 1) À propos de la modification de la politique extérieure soviétique. La politique expansionniste de l'URSS, déterminée par ses intérêts d'État hégémoniste et son idéologie, est le résultat des impacts des divers facteurs pendant de longues années. Son orientation fondamentale à savoir la défense des intérêts acquis, la recherche d'un élargissement de ses influences, ne saurait se modifier avec le changement de dirigeant. Cependant, pour réaliser son but final, l'URSS réajustera inévitablement et opportunément ses politiques et ses tactiques concrètes en fonction du changement de la situation internationale et des rapports de forces dans le monde. Dorénavant, si l'occasion se présente et que cela réponde à son intérêt, elle n'hésitera pas à entreprendre des actions voire même à se lancer dans de nouvelles aventures militaires. Mais comme elle rencontrera au cours des années 80, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays plus de difficultés qu'elle n'en a rencontrées dans les années 70, elle sera obligée de ralentir son allure expansionniste. Aujourd'hui, elle est déjà passée de la période des attaques massives dans les années 70 à celle de la digestion des butins conquis et de la consolidation des positions acquises. Concentrant ses efforts pour empêcher le déploiement en Europe de missiles à moyenne portée par les Américains, elle adopte une attitude plutôt réservée et modérée à l'égard des autres problèmes du monde. Ce changement d'attitude témoigne que l'URSS est forcée de réagir de la sorte face aux difficultés qu'elle rencontre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.
- 2) À propos des relations soviéto-américaines. Les difficultés auxquelles l'URSS doit faire face sont dues dans une large mesure à sa politique expansionniste. Mais jusqu'à présent, elle n'a pas encore subi des coups aussi durs que ceux que les Américains avaient reçus dans les guerres au Vietnam et en Corée. Comparée aux États-Unis, elle demeure toujours une nouvelle superpuissance conservant l'esprit d'initiative. Il est peu probable que d'ici huit à dix ans, l'une des deux superpuissances puisse prendre des avances stratégiques évidentes sur l'autre. L'équilibre des forces URSS-USA sera maintenu dans son ensemble. Voilà un facteur-clé qui décidera des relations entre les deux pays. De même que l'URSS, les États-Unis ont aussi leurs difficultés. Tout en rivalisant en vue de conquêtes, ils craignent tous les deux de déclencher une guerre. Bien que dans les années 80, les relations entre eux ne puissent pas se retrouver sur une orbite de détente identique à celle des années 70, elles ne seront certainement pas toujours tendues. Chercher la détente dans la tension, et le compromis dans la confrontation, voilà les caractéristiques des relations soviéto-américaines des années 80.
- 3) À propos de la voie de la lutte contre l'hégémonisme. Les facteurs qui restreignent l'expansion de l'URSS vers l'étranger sont d'une part la transformation de ses contradictions intérieures et d'autre part le développement et le renforcement de la partie adverse. Pour les forces en lutte contre l'hégémonisme et pour la sauvegarde de la paix mondiale, le problème qui se pose actuellement c'est de soutenir les forces de résistance afghane, combattre et épuiser les occupants soviétiques tout en menant activement une lutte politique et diplomatique pour exiger le retrait inconditionnel des troupes soviétiques, et bien sûr le retrait du

territoire kampuchéen des hégémonistes régionaux vietnamiens appuyés par l'URSS, soutenir la lutte des forces armées patriotiques du Kampuchéa pour la libération nationale et mettre en échec la politique d'agression soviéto-vietnamienne. L'invasion soviétique en Afghanistan est en réalité une opération de reconnaissance stratégique. L'issue de l'affaire afghane et de l'affaire kampuchéenne quelle qu'elle soit, aurait des répercussions d'importance majeure sur la politique d'expansion de l'URSS en particulier sur sa politique d'emploi de forces armées à l'étranger. Si elle atteignait son but dans l'agression, elle se montrerait encore plus arrogante et n'hésiterait pas à entamer de nouvelles aventures militaires dès que l'occasion se présentera. En revanche, si elle n'arrive pas à atteindre son but, malgré les pertes qu'elle a subies, sa résolution et sa confiance seront fortement ébranlées dans son expansion vers l'étranger et en particulier dans l'emploi de ses forces armées. C'est pourquoi à l'heure actuelle, le moyen le plus réaliste et le plus efficace pour combattre l'hégémonisme et sauvegarder la paix mondiale, c'est de soutenir la lutte armée des forces patriotiques de l'Afghanistan et du Kampuchéa et de forcer l'URSS et le Vietnam à retirer leurs troupes de ces deux pays victimes de leur agression. [*Traduit du chinois*].